

CAMERA DEI DEPUTATI

Doc. **XII-bis**
N. **56**

RACCOMANDAZIONE DELL'ASSEMBLEA PARLAMENTARE DELL'UNIONE EUROPEA OCCIDENTALE

SECONDA PARTE DELLA QUARANTOTTESIMA SESSIONE ORDINARIA
(Parigi, 2-4 dicembre 2002)

Raccomandazione n. 718 (1)
Sulle relazioni tra l'Europa e il Mediterraneo meridionale —
Conclusioni del seminario di Lisbona

Annunziata il 4 marzo 2003

L'ASSEMBLÉE,

(i) Reconnaissant l'importance capitale du processus de Barcelone institué en 1995 et soutenant sa relance par l'établissement du plan d'action de Valence, mis au point par les ministres des affaires étrangères réunis en avril 2002 lors de la cinquième conférence euroméditerranéenne;

(ii) Reconnaissant que la dimension historique et culturelle des relations entre

le nord et le sud de la Méditerranée offre des perspectives de coopération inégalées en vue de combattre les causes profondes du terrorisme international et de tenter ensemble de prévenir le choc des civilisations;

(iii) Considérant que l'adoption d'une charte euroméditerranéenne pour la paix et la stabilité représenterait une étape déterminante dans les relations sécuritaires entre les pays méditerranéens, mais n'ignorant pas que dans les conditions actuelles, compte tenu de la persistance d'un certain nombre de conflits, un tel objectif est peut-être trop ambitieux;

(1) Adoptée par l'Assemblée sans modification le 4 décembre 2002, au cours de la neuvième séance.

(iv) Déplorant qu'en dépit des liens économiques et financiers importants qui l'unissent aux deux parties, l'UE ne soit pas à même, semble-t-il, d'aider à trouver une solution à la crise israélo-palestinienne qui s'aggrave, alors que les Etats-Unis ont clairement fait le choix de donner la priorité à la gestion d'autres crises dans la région;

(v) Sachant que les crises qui déchirent actuellement le Proche-Orient nuisent gravement à la poursuite en parallèle des trois volets du processus de Barcelone et du plan d'action de Valence pour l'ensemble de la région méditerranéenne;

(vi) Considérant que dans le cadre élargi du processus de Barcelone et du plan d'action de Valence, le développement de la coopération et du partenariat au niveau sous-régional avec les pays du Maghreb pourrait donner rapidement des résultats positifs et préparer le terrain à une coopération plus vaste à l'avenir;

(vii) Constatant avec inquiétude la pauvreté qui sévit dans les pays du sud-ouest de la Méditerranée, les sombres perspectives économiques qui attendent leurs populations et la montée possible de mouvements islamiques radicaux, facteurs qui constituent une menace grave pour leur stabilité;

(viii) N'ignorant pas l'existence, dans ces pays, d'un décalage de plus en plus grand entre les aspirations de la jeune génération et leur réalisation, ce qui peut être source d'hostilité, d'indifférence ou de mécontentement;

(ix) Regrettant que l'Union du Maghreb arabe ne soit jamais parvenue à devenir le vecteur tant espéré de la coopération entre les pays de la rive sud de la Méditerranée, ce qui nuit aux perspectives de développement d'une coopération plus efficace avec l'Union européenne;

(x) Sachant que le problème non résolu du Sahara occidental demeure un obstacle sérieux au développement des échanges

commerciaux et de la coopération entre pays maghrébins dans de nombreux autres domaines, et regrettant que les Etats membres de l'Union européenne ne soient pas en mesure, eux non plus, de s'entendre sur une politique commune concernant cette région;

(xi) Consciente que l'Union européenne dispose d'un potentiel sans égal pour aider les pays du sud-ouest de la Méditerranée et créer les conditions propices à la stabilité en leur apportant un soutien économique, financier et politique;

(xii) Reconnaissant que les risques et menaces que cette région fait peser sur l'Europe sont dus essentiellement aux pressions démographiques, à l'inégalité du développement économique et à l'instabilité sociale et politique, et au fait que d'importantes couches de la population n'ont aucun droit d'expression démocratique vis-à-vis de la gestion de leurs pays;

(xiii) Notant en revanche que les pays du sud-ouest de la Méditerranée considèrent l'Europe comme au moins partiellement responsable des inégalités dans les relations économiques mondiales, de l'instabilité des prix de l'énergie et des matières premières et des pressions dues à l'endettement, qu'ils l'estiment coupable de racisme et d'ingérence dans leurs affaires culturelles et intérieures et que, de plus, ils sont préoccupés par l'immense déséquilibre existant dans le secteur militaire entre le nord et le sud de la Méditerranée;

(xiv) Consciente du fait que l'entrée clandestine en Europe d'un nombre croissant d'immigrants du sud-ouest de la Méditerranée rend urgente une entente entre les Etats membres de l'UE sur une politique commune d'immigration, qui ne repose pas seulement sur un contrôle réactif mais tient compte également de la nécessité de mieux gérer, en coopération entre le nord et le sud, le flux d'immigrants légitimes et leur intégration dans leur nouvel environnement en mettant au point des programmes économiques et sociaux;

(xv) Estimant également qu'une telle politique doit répondre au besoin de mieux coopérer pour prévenir l'exode des cerveaux (avec les conséquences néfastes que cela entraîne pour le développement économique et social des pays de la rive sud) et combattre l'immigration clandestine et le trafic d'êtres humains, et qu'elle doit se traduire par un effort déterminé de lutter contre le racisme et la xénophobie;

(xvi) Rappelant que dès l'origine, la politique méditerranéenne de l'Union européenne a eu pour objectif de favoriser la paix, la stabilité et la sécurité dans la région;

(xvii) Sachant d'une part que les partenaires du sud de la Méditerranée nourrissent toujours de graves doutes et une grande méfiance à l'égard du développement de la politique européenne de sécurité et de défense (PESD), d'autre part que les pays européens devront s'employer plus activement à intensifier le dialogue, accroître la transparence et encourager d'autres formes d'échanges afin de susciter une plus grande confiance et d'amener à une meilleure compréhension de ces questions;

(xviii) Sachant également que pour construire un système de coopération dans l'ensemble de la région méditerranéenne, où les relations nord-sud tendent à se fonder sur des facteurs non militaires, l'accent doit être mis sur les mesures de confiance dans les domaines politique, économique et culturel, l'objectif majeur étant de favoriser la coopération régionale, une croissance économique durable, le développement des droits de l'homme, de la

démocratie et l'entente dans le domaine culturel;

(xix) Regrettant que le dialogue méditerranéen noué par l'UEO ait été interrompu à la suite de l'adoption de la Déclaration de Marseille en novembre 2000 et que l'UE n'ait pas su tirer profit de l'acquis de l'UEO dans ce domaine,

RECOMMANDE AU CONSEIL

1. De mettre au service de la PESD son expérience du dialogue méditerranéen noué par l'UEO, y compris les procédures d'échange d'informations et les activités destinées à accroître la confiance et la transparence;

RECOMMANDE AU CONSEIL DE DEMANDER A L'UNION EUROPÉENNE

2. De faire de la mise en oeuvre des paragraphes du plan d'action de Valence qui traitent du partenariat politique et de sécurité l'une de ses priorités, en mettant tout particulièrement l'accent sur l'établissement d'un dialogue efficace dans ces deux domaines et sur l'instauration de la coopération dans la lutte contre le terrorisme;

3. De coopérer avec ses partenaires du sud de la Méditerranée à l'éradication des causes profondes du terrorisme par un processus de développement économique plus humain, par la démocratisation et le respect des droits de l'homme.

N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione n. 718 (1)
Sulle relazioni tra l'Europa e il Mediterraneo meridionale —
Conclusioni del seminario di Lisbona**

L'ASSEMBLEA,

(i) Riconoscendo l'importanza fondamentale del processo di Barcellona istituito nel 1995 e sostenendo il suo rilancio grazie al Piano di azione di Valencia, messo a punto dai ministri degli affari esteri riunitisi nell'aprile del 2002 in occasione della quinta Conferenza euromediterranea;

(ii) Riconoscendo che la dimensione storica e culturale delle relazioni tra nord e sud del Mediterraneo offre prospettive ineguagliabili per la cooperazione volta a combattere alla radice le cause del terrorismo internazionale e a tentare insieme di prevenire lo scontro tra le civiltà;

(iii) Considerando che l'adozione di una Carta euromediterranea per la pace e la stabilità rappresenterebbe una tappa determinante nelle relazioni tra i paesi del Mediterraneo nel settore della sicurezza, ma conscia che nella situazione attuale, in cui permangono alcuni conflitti irrisolti, un tale obiettivo potrebbe forse essere troppo ambizioso;

(iv) Deplorando inoltre che nonostante i legami economici e finanziari rilevanti che la uniscono a entrambe le parti, l'UE evidentemente non si trova nella condizione di contribuire a una soluzione della crisi israelo-palestinese che continua ad aggravarsi, mentre gli Stati Uniti hanno chiaramente deciso di dare priorità alla gestione di altre crisi nella regione;

(v) Conscia che le crisi che attualmente colpiscono il Medio Oriente compromettono in maniera grave lo sviluppo parallelo dei tre capitoli del Processo di Barcellona nonché il recente Piano di azione di Valencia relativo all'intera regione mediterranea;

(vi) Considerando che nel quadro allargato del processo di Barcellona e del Piano di azione di Valencia lo sviluppo della cooperazione e del partenariato a livello subregionale con i paesi del Magreb potrebbe rapidamente condurre a risultati positivi e preparare il terreno per una cooperazione più ampia nel futuro;

(vii) Prendendo atto con preoccupazione che nei paesi del Mediterraneo sudoccidentale la povertà persistente, scarse prospettive economiche per la po-

(1) Adottata dall'Assemblea senza modifiche il 4 dicembre 2002, nel corso della Nona Seduta.

polazione e l'aumento di movimenti islamici radicali costituiscono una grave minaccia per la loro stabilità;

(viii) Consucia che in questi paesi esiste un divario crescente tra le aspirazioni delle giovani generazioni e le opportunità loro offerte per realizzarle, divario che può essere facile fonte di alienazione, apatia e malcontento;

(ix) Deplorando che l'Unione del Magreb arabo non è mai diventata il veicolo tanto auspicato di cooperazione tra i paesi della sponda sud del Mediterraneo, un fattore che ha ridotto le opportunità per una effettiva cooperazione con l'Unione europea;

(x) Consucia che il problema irrisolto del Sahara occidentale continua ad essere un ostacolo serio per lo sviluppo del commercio e della cooperazione tra i paesi del Magreb in numerosi altri settori e deplorando che i paesi membri dell'Unione europea non sono nemmeno in grado di trovare un'intesa su una politica comune in relazione a questa regione;

(xi) Consapevole che l'Unione europea dispone di un potenziale ineguagliabile per aiutare i paesi del Mediterraneo sudoccidentale e creare le condizioni adatte a favorire la stabilità grazie al sostegno economico, finanziario e politico;

(xii) Riconoscendo che i rischi e le minacce per la sicurezza dell'Europa provenienti da questa regione sono da ricondurre principalmente alla pressione demografica, a uno sviluppo economico disomogeneo e all'instabilità politica e sociale nonché al fatto che ampie fasce della popolazione della regione non hanno alcuna opportunità di espressione democratica riguardo alla gestione dei loro paesi;

(xiii) Osservando, d'altro canto, che i paesi del Mediterraneo sudoccidentale considerano l'Europa perlomeno in parte responsabile delle ineguaglianze nelle relazioni economiche mondiali, dell'instabi-

lità dei prezzi dell'energia e delle materie prime e della pressione debitoria, oltre a ritenerla colpevole di razzismo e di interferenza nei loro affari culturali ed interni e provano altresì disagio per il forte squilibrio militare che esiste tra il Mediterraneo settentrionale e quello meridionale;

(xiv) Consucia del fatto che l'ingresso illegale in Europa di un numero crescente di migranti provenienti dal sudovest del Mediterraneo rende urgente un accordo tra gli Stati membri dell'UE su una politica comune di immigrazione che non sia fondata soltanto sul controllo reattivo, ma tenga altresì conto della necessità di gestire meglio, nella collaborazione tra nord e sud, il flusso degli immigranti legali e la loro integrazione nel nuovo ambiente grazie all'adozione di programmi economici e sociali;

(xv) Essendo altresì del parere che una tale politica deve affrontare la necessità di una maggiore cooperazione per prevenire la fuga di cervelli (con le conseguenze nefaste che ciò comporta per lo sviluppo economico e sociale dei paesi della sponda sud) e per combattere l'immigrazione clandestina e il traffico di esseri umani, e si deve tradurre allo stesso tempo in uno sforzo deciso di lotta contro il razzismo e la xenofobia;

(xvi) Ricordando che fin dall'inizio l'obiettivo della politica mediterranea dell'Unione europea è stato quello di promuovere la pace, la stabilità e la sicurezza nella regione;

(xvii) Consucia, in particolare, che i partner del Mediterraneo meridionale continuano a nutrire forti dubbi e grande sfiducia in merito allo sviluppo della Politica europea di sicurezza e di difesa (PESD) e che i paesi europei dovranno trovare un impegno più deciso per intensificare il dialogo, aumentare la trasparenza e promuovere altre possibili forme di scambio in maniera da costruire una maggiore fiducia e una comprensione migliore;

(xviii) Consapevole che nel costruire un sistema di cooperazione per l'intera regione mediterranea, all'interno della quale le relazioni nord-sud tendono ad essere basate su fattori non militari, l'accento deve essere posto sulle misure atte a creare fiducia a livello politico, economico e culturale, essenzialmente con l'obiettivo di promuovere la cooperazione regionale, la crescita economica sostenibile, i diritti umani, la democrazia e la comprensione tra le culture;

(xix) Deplorando l'interruzione del Dialogo mediterraneo dell'UEO in seguito all'approvazione della Dichiarazione di Marsiglia nel novembre del 2000 e deplorando altresì il fatto che l'UE non abbia saputo trarre profitto dall'*acquis* dell'UEO in questo settore,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO

1. Di mettere al servizio della PESD la sua esperienza acquisita con il Dialogo

mediterraneo dell'UEO, ivi comprese le procedure di scambio delle informazioni e le attività destinate ad accrescere la fiducia e la trasparenza;

RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI CHIEDERE ALL'UNIONE EUROPEA

2. Di conferire una elevata priorità all'attuazione dei paragrafi del Piano di azione di Valencia riguardanti il partenariato politico e di sicurezza, con particolare riferimento all'instaurazione di un dialogo efficace in materia politica e di sicurezza e nel settore della cooperazione per la lotta contro il terrorismo;

3. Di cooperare con i propri partner del Mediterraneo meridionale per combattere alla radice le cause del terrorismo attraverso un processo di sviluppo economico più umano, attraverso la democratizzazione e il rispetto dei diritti umani.